



Communiqué



MN/SC

Depuis plus d'un mois, les militants du SGLCE CGT de Presstalis, avec le soutien actif de leurs camarades de la profession, sont en lutte contre le plan de démantèlement et de licenciements que tente de leur imposer la direction.

Ils s'opposent à la suppression d'un emploi sur deux (1 250 sur les 2 500 que compte encore Presstalis au niveau national), à la sous-traitance généralisée du traitement des publications et, à terme, de l'informatique et d'autres activités administratives.

Il s'agit, pour la direction qui agit sous les ordres des grands groupes de presse française, de faire disparaître Presstalis de la réalité de la filière de la distribution de la presse.

La mise en œuvre de ce plan aura cette conséquence.

Mais, au-delà même de l'entreprise Presstalis, anciennement NMPP, c'est la fin du système égalitaire et démocratique de la distribution de la presse qui est programmée. La catastrophe sociale se doublerait donc d'une catastrophe démocratique.

La seule loi de la plus grande rentabilité économique ne peut pas être la règle d'or de la presse !

Le projet de la direction — qui abandonne définitivement les principes de la loi Bichet de 1947, modifiée en 2011 — menace les titres indépendants des grands groupes et ceux évidemment les plus fragiles.

Jusqu'à présent, le système de distribution permettait à chaque citoyen l'accès, chaque jour de l'année et sur l'ensemble du territoire, à l'information écrite de son choix.

C'est ce que sont venus dire, jeudi 18 octobre, deux-cents militants du SGLCE en visitant le centre de traitement de Géodis à Bonneuil-sur-Marne.

Ils ont pu vérifier la quantité de la charge de travail qui est détournée de leurs ateliers et la qualité des investissements matériels pour traiter leur papier.

Ils ont constaté que les méthodes de travail avaient peu changé par rapport à ce qu'ils connaissaient il y a trente ans, à Rungis par exemple. Si le changement est dans le statut et les effectifs des personnels, ces derniers sont précarisés à l'extrême et surexploités pour un salaire de misère.

.../...

Les militants de l'Union départementale CGT du Val-de-Marne et le SGLCE-CGT dénoncent cette situation. Ils agissent pour rassembler les salariés autour de leurs revendications, le maintien de l'emploi et l'extension des garanties collectives.

L'UD-CGT et le SGLCE-CGT refusent le plan de la direction, les 1 250 licenciements à Presstalis auxquels s'ajoutent, si le plan était appliqué, des suppressions d'emplois par centaines chez les sous-traitants.

Ils exigent la tenue d'une table ronde sous l'égide des pouvoirs publics pour ouvrir avec la direction de Presstalis de véritables négociations pour moderniser et pérenniser l'entreprise et chacune de ses activités.

La presse n'est pas une marchandise comme les autres. C'est un bien culturel, social et politique qui participe à la vie démocratique.

Le garant de ces principes, ce doit être le pouvoir politique. Le gouvernement ne peut rester silencieux face à cette stratégie de casse sociale et démocratique et laisser se mettre en place les projets du gouvernement précédent.

La mobilisation autour des enjeux sociaux et démocratiques se renforce chaque jour. L'Union départementale CGT du Val-de-Marne et le SGLCE, avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, vont tout faire pour imposer de réelles négociations et une alternative progressiste aux ambitions patronales.

Paris, le 19 octobre 2012